

JORDANIE : L'AIDE APPORTÉE AUX ENFANTS DES RÉFUGIÉS SYRIENS EST INSUFFISANTE

CARE a mené une enquête en Jordanie révélant que les réfugiés syriens sont contraints de choisir entre besoins de première nécessité et éducation. CARE appelle à un effort humanitaire.

L'action de la communauté internationale pour les enfants des réfugiés syriens s'essouffle peu à peu du fait d'un manque de fonds. C'est la conclusion d'une étude menée par CARE auprès de 1 900 réfugiés syriens vivant dans les villes de Jordanie. **Dans certaines zones, 60 % des enfants en âge d'être scolarisés ne reçoivent aucune forme d'éducation.**

«La recherche d'un abri, de nourriture et d'eau se fait très souvent au détriment de la scolarisation des enfants. Cela aura forcément un impact sur toute cette génération », déclare Kevin Fitzcharles, directeur de CARE Jordanie.

« Une éducation suffisante donnerait à ces enfants les bases dont ils auront besoin, une fois adultes, pour exploiter leur potentiel et sortir de la pauvreté. Il s'agit d'un droit fondamental que nous ne devons pas leur retirer. »

50% des garçons âgés de 13 à 17 ans sont obligés de travailler afin d'aider financièrement leur famille. Cela s'explique notamment par le fait que 55 % des familles réfugiées dans les villes de Mufraq, Irbid, Madaba et Zarqa sont aujourd'hui dirigées par des femmes sans sources de revenus.

« Les femmes syriennes sont particulièrement vulnérables. Leurs maris sont restés en Syrie ou ont été tués au cours des violences, elles se retrouvent donc seules à assumer les besoins de leur famille. Elles n'ont pas d'autre choix que d'envoyer leurs enfants travailler, même si cela implique de les priver de leur enfance et de leur éducation », poursuit Kevin Fitzcharles.

CARE craint que devant l'intensification des pressions financières, de plus en plus d'enfants ne soient obligés de travailler. Face à la flambée du prix des loyers et à l'augmentation des prix du gaz et des biens alimentaires, CARE et Oxfam estimaient, début avril, que **le taux moyen d'endettement parmi les réfugiés vivant en zone urbaine s'élevait à 500 euros, soit près de trois mois de loyer.**

CARE défend le droit de chaque enfant de bénéficier d'une éducation de qualité, même dans les circonstances les plus difficiles.

« Il faut mettre en place des classes supplémentaires pour accueillir les enfants syriens. Pour cela, il est nécessaire que la communauté internationale respecte les engagements financiers pris lors de la conférence des donateurs pour la Syrie le 30 janvier dernier. Plus de 1,5 milliard de dollars avaient été promis », explique Kevin Fitzcharles.

Le manque de moyens empêche actuellement les ONG d'apporter l'aide humanitaire la plus urgente. Cela augmente la vulnérabilité et les souffrances de milliers de Syriens qui ont fui leurs foyers à la recherche d'abris et de protection.

NOTES AUX RÉDACTIONS :

L'enquête a recueilli des données auprès de 1 900 réfugiés syriens vivant dans les zones urbaines des villes de Mufraq, Irbid, Madaba et Zarqa. 240 familles (soit 1 476 personnes) ont été interrogées. 89 personnes représentant leur famille (534 personnes) ont également participé à des groupes de discussion.

A ce jour, CARE a fourni une aide humanitaire d'urgence à 30 000 réfugiés en milieu urbain leur permettant d'acheter de la nourriture ou de payer leur loyer. L'ouverture d'un centre d'aide à Amman, fin 2012, permet de faciliter la distribution de biens et la dissémination d'informations sur les lieux et les moyens d'obtenir de l'aide notamment médicale. CARE soutient également les communautés jordaniennes.

CONTACTS MEDIAS :

Laury-Anne Bellessa, 01 53 19 89 92, bellessa@carefrance.org
www.carefrance.org